

Ce que révèlent les manifestations US

par Thierry Meyssan

Les manifestations contre le racisme aux États-Unis ont rapidement évolué vers une promotion des idées défendues par le Parti démocrate. Il n'est plus question ni de lutter pour l'égalité en droit de tous, ni de remettre en cause les préjugés de certains policiers, mais de rouvrir un conflit culturel au risque d'une nouvelle Guerre de sécession.

Réseau Voltaire / Damas (Syrie) / 9 juin 2020

[عربي](#) [ελληνικά](#) [English](#) [Español](#) [italiano](#) [Nederlands](#) [Português](#) [русский](#) [Türkçe](#)



Les manifestations ne sont plus dirigées contre le racisme, mais contre les symboles de l'histoire du pays. La Garde nationale a été déployée pour protéger des monuments. Ici, le 2 juin 2020, au Lincoln Memorial de Washington.

Les manifestations qui se déroulent un peu partout en Occident contre le racisme aux États-Unis masquent l'évolution du conflit là-bas. Celui-ci est passé d'une mise en cause des reliquats de l'esclavage des Noirs vers un tout autre conflit susceptible de remettre en cause l'intégrité du pays.

La semaine dernière je rappelais que les États-Unis auraient dû se dissoudre après la dislocation de l'Union soviétique à laquelle ils étaient adossés. Cependant, le projet impérialiste (la « Guerre sans fin ») porté par George W. Bush avait permis de relancer le pays après les attentats du 11 septembre 2001. Je soulignais aussi qu'au cours des dernières décennies, la population s'était beaucoup déplacée pour se regrouper par affinités culturelles [1]. Les mariages interracialisés se raréfiaient à nouveau. Je concluais que l'intégrité du pays serait menacée lorsque d'autres minorités que les Noirs entreraient dans la

contestation [2].

C'est précisément ce à quoi nous assistons aujourd'hui. Le conflit n'oppose plus Noirs et Blancs puisque les Blancs sont devenus majoritaires dans certaines manifestations antiracistes, que des Hispaniques et des Asiatiques ont rejoint les cortèges et que désormais le Parti démocrate s'y implique.

Depuis le mandat de Bill Clinton, le Parti démocrate s'est identifié avec le processus de globalisation financière ; une position que le Parti républicain a tardivement soutenue, sans jamais l'adopter pleinement. Donald Trump représente une troisième voie : celle du « rêve américain », c'est à dire de l'entrepreneuriat opposé à la Finance. Il s'est fait élire en déclarant *America First !*, ce qui ne faisait pas référence au mouvement isolationniste pronazi des années 30 comme on l'a prétendu, mais à la relocalisation des emplois comme on l'a vérifié par la suite. Il a certes été soutenu par le Parti républicain, mais reste un « jacksonien » et pas du tout un « conservateur ».

Ainsi que l'a montré l'historien Kevin Phillips —le conseiller électoral de Richard Nixon—, la culture anglo-saxonne a donné lieu à trois guerres civiles successives [3] :

- ▶ la première guerre civile anglaise, dite « Grande rébellion » (qui opposa Lord Cromwell et Charles Ier 1642-1651) ;
- ▶ la seconde guerre civile anglaise ou « Guerre d'indépendance des États-Unis » (1775-1783) ;
- ▶ et la troisième guerre civile anglo-saxonne ou « Guerre de sécession » aux États-Unis (1861-1865).

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui pourrait conduire à la quatrième. C'est ce que semble penser l'ancien secrétaire à la Défense, le général Jim Mattis, qui vient de déclarer à *The Atlantic* son inquiétude face à la politique clivante et non pas rassembleuse du président Trump.

Revenons à l'histoire des États-Unis pour situer les camps en présence. Le président populiste Andrew Jackson (1829-1837) mit son veto à la Banque fédérale (Fed) instituée par Alexander Hamilton, l'un des pères de la Constitution favorable au fédéralisme parce que violemment opposé à la démocratie. Exactement comme le disciple de Jackson, Donald Trump, est aujourd'hui en opposition à la Fed.

Vingt ans après Jackson, survint la « Guerre de sécession » auquel les manifestants actuels font tous référence. Selon eux, elle opposa un Sud esclavagiste à un Nord humaniste. Le mouvement qui a débuté par un fait divers raciste (le lynchage du Noir George Floyd par un policier blanc de Minneapolis) se poursuit aujourd'hui avec la destruction des statues des généraux sudistes, notamment de Robert Lee. Des actions de ce type avaient déjà eu lieu en 2017 [4], mais cette fois elles prennent de l'ampleur et des gouverneurs issus du Parti démocrate y participent.



Le gouverneur démocrate de Virginie, Ralph Northam, a annoncé le retrait d'une célèbre statue du général Lee à la demande de manifestants blancs. Il ne s'agit plus de lutter contre le racisme, mais de détruire les symboles de l'unité du pays.

Or cette narration ne correspond pas du tout à la réalité : au début de la Guerre de sécession, les deux camps étaient esclavagistes, et à la fin, les deux camps étaient antiesclavagistes. La fin de l'esclavage ne doit rien aux abolitionnistes et tout à la nécessité pour les deux camps d'enrôler de nouveaux soldats.

La Guerre de sécession a opposé un Sud agricole, catholique et riche à un Nord industriel, protestant, et aspirant à faire fortune. Elle s'est cristallisée autour de la question des droits de douane qui selon les Sudistes devaient être fixés par les États fédérés, mais que les Nordistes entendaient abolir entre les États fédérés et faire déterminer par le Gouvernement fédéral.

Par conséquent, en déboulonnant les symboles sudistes, les manifestants actuels ne s'en prennent pas aux reliquats de l'esclavage, mais dénoncent la vision sudiste de l'Union. Il est particulièrement injuste de s'en prendre au général Lee qui a mis fin à la Guerre de sécession en refusant de la poursuivre par une guérilla depuis les montagnes et en choisissant l'unité nationale. Quoi qu'il en soit, ces dégradations ouvrent effectivement la voie à une quatrième guerre civile anglo-saxonne.

Aujourd'hui les notions de Sud et de Nord ne correspondent plus à des réalités géographiques : ce serait plutôt Dallas contre New York et Los Angeles.

Il n'est pas possible de choisir les aspects que l'on juge bons de l'histoire d'un pays et de détruire ceux que l'on juge mauvais sans remettre en cause tout ce que l'on a construit sur cet ensemble.

En faisant référence au slogan de Richard Nixon lors des élections de 1968, « La Loi et l'Ordre » (*Law and Order*), le président Donald Trump ne tente pas de prêcher la haine raciste comme le prétendent de nombreux commentateurs, mais revient à la pensée de l'auteur de ce slogan, Kevin Philipps (cité plus haut). Il entend toujours faire triompher la pensée d'Andrew Jackson contre la Finance en s'appuyant sur la culture sudiste et non pas provoquer la dislocation de son pays.

Le président Donald Trump se trouve dans la situation qu'a connue Mikhaïl Gorbatchev à la fin des années 80 : l'Économie —pas la Finance— de son pays est en net déclin depuis des décennies, mais ses concitoyens refusent d'en reconnaître les conséquences [5]. Les États-Unis ne peuvent survivre qu'en se fixant de nouveaux objectifs. Or, un tel changement

est particulièrement difficile en période de récession.

Paradoxalement, Donald Trump s'accroche au « rêve américain » (c'est-à-dire à la possibilité de faire fortune) alors que la société US est bloquée, que les classes moyennes sont en voie de disparition et que les nouveaux immigrants ne sont plus européens. Simultanément seuls ses opposants (la Fed, Wall Street et la Silicon Valley) proposent un nouveau modèle, mais au détriment des masses.

Le problème de l'URSS était différent, mais la situation était la même. Gorbatchev a échoué et elle a été dissoute. Il serait surprenant que le prochain président US, quel qu'il soit, y parvienne.

Thierry Meyssan

[1] *American Nations. A history of the 11 rival regional cultures of North America*, Colin Woodard, Viking (2011).

[2] « USA : les émeutes raciales et la tentation séparatiste », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 31 mai 2020.

[3] *The Cousins' Wars*, Kevin Philipps, Basic Books, 1999.

[4] « Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 novembre 2018.

[5] « Trump, le Gorbatchev états-unien », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 30 janvier 2018.